

BADIE Bertrand. - *L'Etat importé, essai sur l'occidentalisation de l'ordre politique.* - Paris : Fayard, 1992. - 334 p.

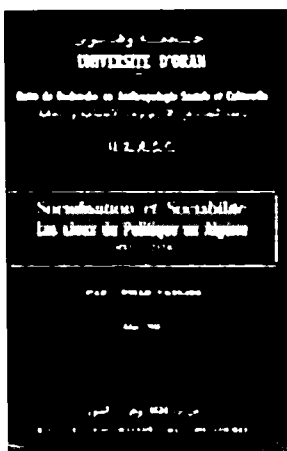


L'Etat importé est la marque de la normalisation du monde, laquelle "décrit la constitution d'un système international qui tend vers l'unification de ses règles, de ses valeurs, de ses objectifs, tout en prétendant intégrer en son sein l'ensemble de l'humanité". Ce phénomène de mondialisation est activé par l'importation de modèles occidentaux plus encore que par leur exportation, dans la mesure où les élites des sociétés périphériques retirent nombre d'avantages de ce transfert. Néanmoins la logique du mimétisme expose aujourd'hui ses limites de manière flagrante, laissant apparaître plusieurs inconséquences dont l'une d'entre elles, et non des moindres, serait de tenir dans un sous-développement politique légitimant les pratiques autoritaires toutes les sociétés qui relèvent de cultures distinctes de la culture étatique. Dans ce contexte, des formes culturelles plus intemporelles que l'Etat-nation et indépendantes de la territorialisation resurgissent, activant la tension qu'il y a entre une universalisation forcée des règles du jeu politique et des relations internationales d'une part, la permanence de particularismes culturels d'autre part.

Pour Bertrand BADIE cette normalisation ratée, source de la prolifération des anomies, "fige dans le jeu contestataire tout ce qui lui résiste". Ce constat d'échec s'affirme au fur et à mesure que se renforce la domination culturelle de l'Occident, et l'absence de véritables alternatives laisse présager de la poursuite du processus en cours et de ses dysfonctionnements.

Pourtant le défi de "l'institutionnalisation de la multiculturalité" n'est pas un combat perdu d'avance. Aussi, afin que puissent être dégager du désordre contemporain des principes novateurs de régulation politique, l'auteur plaide-t-il en conclusion pour une analyse culturelle "revisitée", émancipée de la dialectique de l'importation et de la résistance, et pour un nouveau débat "sur la transformation que l'Histoire fait subir aux concepts d'Etat, de nation ou de territoire".

CARLIER Omar. - *Socialisation et sociabilité : les lieux du politique en Algérie (1895-1954).* - Oran : URASC, 1992. - 132 p.



La société politique algérienne moderne s'est constituée "dans et par la résistance à la colonisation", période clôturée par la guerre d'indépendance qui marque une césure dans le processus de socialisation politique. Après la Révolution, fort du relais offert par le parti unique, l'Etat national tentera en effet d'administrer intégralement ce processus "par la maîtrise combinée des médias et de l'école".

Auparavant, le politique s'est imposé comme pratique sociale autonome et le lien social s'est politisé et modernisé, comme le démontre l'acquisition d'un lexique et d'une technique ainsi que l'affermissement d'une "relation souterraine entre convivialité sociale et adhésion politique". Pour saisir ce procès "à sa racine", l'histoire politique de l'Algérie est examinée en privilégiant "l'interaction du sujet, du lien et du lieu", recherchant à travers les formes de la sociabilité et les modes de socialisation politique "la pulsion d'un imaginaire, la condensation d'un groupe, la production d'un corps".

Limitée à la ville, l'étude des lieux sert de fil directeur à cette investigation. Elle ordonne ainsi une mosaïque de figures socio-politiques sur la base d'une distinction entre trois ensembles : "les lieux qui politisent" (école, association) ; "les lieux du politique" ou "politisés par son action" (salle syndicale, siège du parti, place, rue) ; "les lieux de l'échange social où s'opère une médiation politique invisible" (café, atelier, boutique).

DARGHOUTH MEDIMEGH Aziza. - *Droits et vécu de la femme en Tunisie.* - Lyon : L'Hermès-Edilis, 1992. - 203 p.

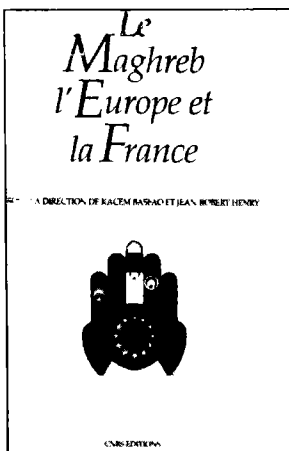


Ce nouveau livre sur la condition féminine dans le monde arabe vient compléter une littérature déjà fournie, indice de la vigueur actuelle du discours féministe ou de l'intérêt soutenu des sciences sociales pour l'objet féminin.

D'un point de vue méthodologique, et de par sa tonalité, le projet rejoint l'attitude militante en développant de manière prioritaire deux thèmes de réflexion : la condition féminine comme indicateur privilégié du changement social et politique, principal paramètre permettant de mesurer "le développement d'une nation, son niveau démocratique, son civisme et le niveau de citoyenneté et de progrès" ; la femme comme enjeu politique et enjeu de société, "bouclier du projet social moderniste face à l'émergence des courants islamistes".

Traitant du cas de la Tunisie, Aziza DARGHOUTH MEDIMEGH souligne l'action du législateur en matière de statut personnel, droit du travail ou droits politiques et confronte cette législation avec ses applications pratiques et le système culturel de qualifications et de représentations qui ordonne la place de la femme dans la société tunisienne. Puis le propos s'oriente vers l'analyse de la situation politique en Tunisie et sur l'implication - à divers titres - des femmes dans le jeu politique. Ce travail s'attache à démontrer l'essor puis la perte de crédibilité du mouvement islamiste et prend position pour l'alliance objective des groupes de pression féministes et de "l'Etat du 7 novembre", porteur "d'un réformisme éclairé".

LE MAGHREB, L'EUROPE ET LA FRANCE. - Sous la direction de BASFAO Kacem et HENRY Jean-Robert. - Paris : CNRS, 1992. - 413 p.

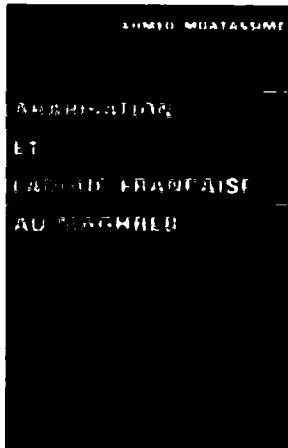


Il n'est plus besoin d'insister sur l'intensité des relations entre la Maghreb et l'Europe dont le couple franco-algérien constitue l'élément central. Les diverses initiatives diplomatiques qui apparaissent de part et d'autre de la Méditerranée en témoignent ; de même que le nombre des travaux concernant le Maghreb qui sont menés chaque année en France. Pourtant ces recherches n'épuisent pas le champ que constituent les rapports franco-maghrébins et font souvent l'économie de la dimension psychologique et imaginaire de ces relations. L'ambition de Kacem BASFAO et de Jean-Robert HENRY est de renouveler les approches de cette problématique en proposant une "combinaison d'explications" organisée autour de trois axes.

L'analyse des derniers développements institutionnels et économiques s'avère tout d'abord nécessaire pour situer les réactions identitaires au sein de l'espace euro-maghrébin. Cet espace est intégré dans un système mondial dont les évolutions contribuent à sa structuration. Le fait euro-maghrébin dans le système mondial est ainsi le premier axe de ce collectif. L'étude des "imaginaires croisés" permet d'appréhender à travers l'observation d'une "dialectique des regards" les relations souvent ambiguës entre les habitants des deux rives de la Méditerranée. Elle contribue aussi à la compréhension des stratégies identitaires et des représentations de l'altérité. Le champ du dernier axe de recherche est l'espace transitionnel, dans lequel se déploient les mixtes, références communes, "noyaux durs" du jeu des imaginaires croisés, qui participent de l'univers mental des frontaliers du rapport euro-maghrébin ; ceux qui, intermédiaires entre les sociétés, en incarnent les contradictions.

On trouvera dans cet ouvrage des contributions de chercheurs européens et maghrébins dont le dialogue, selon les souhaits des initiateurs du livre, permettra la reconnaissance d'un champs de recherche euro-maghrébin spécifique.

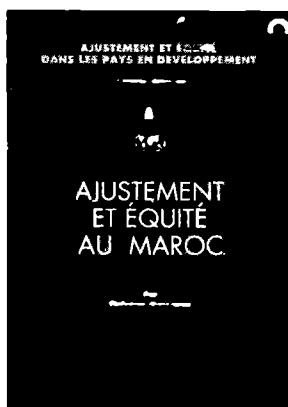
MOATASSIME Ahmed. - Arabisation et langue française au Maghreb, un aspect sociolinguistique des dilemmes du développement. - Paris : P.U.F. Institut d'Etude du Développement Economique et Social de l'Université de Paris 1, 1992. - 174 p.



A la fin de l'année 1990, le parlement algérien adoptait une loi visant à réduire l'usage du français et à instaurer un monopole de la langue arabe dans la vie publique. Mais la volonté d'arabiser qui est apparue dès les indépendances au Maghreb a connu de nombreux avatars et, *de jure ou de facto*, le bilinguisme est resté la norme linguistique en Afrique du Nord. Les pratiques linguistiques ne concernent pas seulement la linguistique ou la pédagogie, elles possèdent des dimensions sociales évidentes ; elles nous renseignent sur des choix de société. L'analyse de ces pratiques est dans le cas du tiers-monde indissociable d'une réflexion sur le développement. Une démarche pluridisciplinaire sera donc utilisée afin de prendre en compte les diverses dimensions du problème.

Le Maghreb, par ses caractéristiques géographiques, sociales et économiques constitue ce que l'auteur appelle "un exemple caractéristique" dont l'expérience peut être significative pour d'autres pays du tiers-monde. Le premier moment de l'analyse de Ahmed MOATASSIME est une approche socio-historique dans laquelle il met en avant le dualisme culturel existant dans les systèmes éducatifs des pays du Maghreb et dans les administrations. Celui-ci constitue un élément de la sélection sociale qui s'effectue au détriment de la grande majorité des jeunes maghrébins dépourvus des outils nécessaires pour assimiler cette ambivalence. Sur le plan socio-pédagogique, ceux-ci ont à affronter deux langues difficiles avec leurs particularités, comme l'état de diglossie qui caractérise l'arabe. La situation multilingue nécessite également une maîtrise de l'univers cognitif de chacune des langues, ainsi que de l'affrontement culturel qui naît de leurs coexistence. Mais cela ne peut être le cas que d'une petite minorité dont le milieu familial est en contact étroit avec les deux cultures. Cette situation aboutit à un "bilinguisme sauvage" dans lequel aucune des deux langues n'est complètement maîtrisée et dont les effets sociaux sont nocifs. Il devient donc nécessaire de favoriser le développement d'une langue nationale. Pourtant cela équivaut à se priver de l'outil important de la connaissance scientifique et technique nécessaire au développement que représentent le français ou l'anglais. Cette troisième partie socio-linguistique s'achève sur ce dilemme. Une politique de généralisation de l'arabe littéral ne peut l'ignorer, de même qu'il est nécessaire qu'elle tienne compte de l'importance des dialectes arabo-berbères. Elle ne doit pas se faire dans la médiocrité, conclut l'auteur en insistant sur la nécessité de prendre en compte toutes les conséquences qu'entraînent les choix linguistiques.

MORISSON Christian. - Ajustement et équité au Maroc. - Paris : OCDE, 1992.- 152 p.

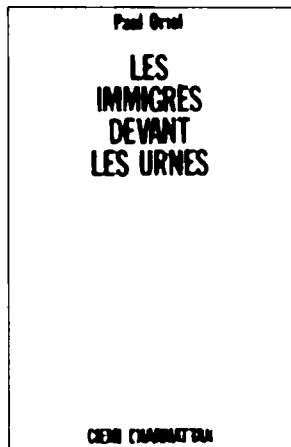


Cette étude dresse un bilan des effets de la politique d'ajustement structurel sur l'économie et la société marocaines durant son application entre 1983 et 1986. Les objectifs de ces réformes économiques visent la réduction des principaux déséquilibres par la diminution des subventions, des investissements publics, l'arrêt des recrutements de fonctionnaires, et la dévaluation de la monnaie locale. L'engagement du Maroc dans l'application de ce programme modifie la structure de l'économie : les entreprises publiques et para-publiques ne jouent plus un rôle de premier plan dans les secteurs minier, manufacturier, de transport et des banques. Une série de mesures est alors préconisée en vue d'une libéralisation des échanges avec l'extérieur : réduction des droits de douanes et levée partielle de la protection de l'Etat face à la concurrence des produits manufacturés étrangers. Cette politique s'est étendue au secteur financier avec l'abolition des contrôles des changes, la baisse des subventions aux produits alimentaires, etc.

Si l'économie connaît à partir de 1986 une légère amélioration liée à des facteurs exogènes tels une bonne pluviosité et une forte croissance des remises des émigrés, plusieurs difficultés persistent : augmentation du chômage, baisse significative du

pouvoir d'achat des familles aux revenus bas et moyens. Les objectifs n'ont été atteints que partiellement (persistance du déficit budgétaire, taux de croissance toujours faible, etc.) et le contexte social toujours difficile traduit son succès relatif.

ORIOU Paul. - Les Immigrés devant les urnes, Le droit de vote des étrangers. - Paris : CIEMI - L'Harmattan, collection migrations et changements n°24, 1992. - 224 p.



La question du vote des immigrés aux élections locales revient périodiquement dans le débat politique français, et s'est retrouvée à l'ordre du jour à l'occasion de la discussion du texte du traité de Maastricht qui prévoit ce droit pour les citoyens communautaires. Devenue enjeu d'un débat politique plus large, elle a fait l'objet de déclarations et de réflexions de la part des responsables politiques et des groupements, associations, syndicats et partis. Tous ont été amenés à se positionner, pour ou contre ce droit pour les immigrés, et en particulier vis à vis de son application à ceux qui ne sont pas issus de la Communauté Européenne. Paul ORIOU propose ici une anthologie de ces déclarations, programmes, pétitions, etc..., qui permettent d'en cerner les enjeux non pas seulement politiques, mais aussi sociaux, démographiques, culturels, identitaires. En regard de ces prises de positions dans le débat français, Paul ORIOU présente la situation des droits reconnus aux étrangers dans différents pays, européens bien sûr, mais aussi américains, africain, océaniques, exposant ainsi la très grande diversité des cas. Pour chaque pays, il montre quels sont ces droits sociaux et politiques avec une attention particulière pour le droit de vote et les procédures de naturalisation. Il apparaît ainsi qu'un droit particulier est accordé à des populations étrangères mais néanmoins proches pour des raisons historiques (Commonwealth par exemple) ou géographiques (africains en Côte d'Ivoire, Communauté européenne...). Les décisions européennes sont l'objet d'une étude particulière, qui amène à un plaidoyer en faveur du droit de vote pour les immigrés, qui répond point par point à toutes les objections faites en la matière.

PAQUES Viviana. - La religion des esclaves : recherches sur la confrérie marocaine des Gnawa. - Bergamo : Moretti et Vitali, 1991, 319 p.



En établissant des correspondances entre théologie, cosmogonie et vie quotidienne, Viviana PAQUES tente de cerner l'univers symbolique des *Gnawa*. Son analyse du statut social et cosmique de l'esclave permet de mieux appréhender la vie confrérique avec sa filiation spirituelle, ses rituels et ses rapports avec les autres confréries : *'Issawa, Hamatsha, Jilala, Chorfa de Ouezzane, Mashishiya*.

Les croyances des *Gnawa* illustrent le caractère informel de leur savoir solidaire d'une riche symbolisation. Le calendrier organise le temps selon la cosmogonie et ce sont les saints qui la personnifient en se classant en deux types : les empoisonnés et les égorgés.

Pèlerinages et autres rituels obéissent à des règles précises d'entrée dans la confrérie et d'organisation des cérémonies. Une analyse détaillée des fêtes de *chaabane* selon la procédure et le moment autorise leur considération en tant que fêtes de renouvellement de l'année, de mariage, de mort et de résurrection.

Dans la conclusion, la question est posée du devenir des *Gnawa* dans le monde moderne où ils sont à la fois sollicités par le spectacle et par les thérapeutes. C'est pourquoi leur savoir risque de subir une profonde altération même si la religion des *Gnawa* invite toujours à mieux lire et comprendre d'autres expériences religieuses.

V. PAQUES met surtout en évidence le caractère moins spéculatif que vécu des connaissances des *Gnawa* qui constituent, à proprement parler, une véritable alchimie visant à reconstituer l'unité primordiale de l'Univers. Toutefois, le grand mérite du livre est celui d'avoir montré que cette alchimie reste fugace du fait qu'elle tient de l'indicible. Du coup, tout discours devient fragmentation et destruction de cette merveilleuse unité que forment les paroles avec la musique, la danse et les parfums : éléments permettant à l'adepte de vivre sa religion et de saisir la réalité.

RACHIK Hassan. - Le Sultan des autres, Rituel et politique dans le Haut Atlas. - Casablanca : Afrique Orient, 1992. - 161p.

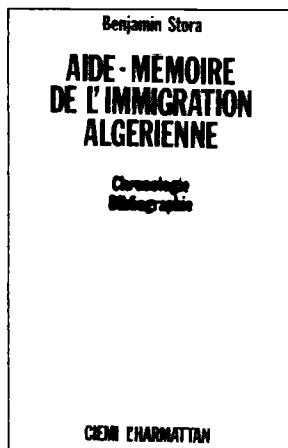


Cette étude de Hassan RACHIK est la suite d'un travail intitulé "Sacré et sacrifice dans le Haut Atlas marocain" publié en 1990 et consacré au rituel du *ma'rouf*, ce repas sacrifié et pris en commun. Elle a pour objet l'analyse du devenir des sacrifices dans la même tribu de Aït Mizane. Plus précisément, il s'agit d'une approche du rituel comme enjeu politique.

A partir d'un ensemble d'observations empiriques effectuées entre 1985 et 1989, la démarche identifie d'abord le saint (Sidi Chamharouch ou le sultan des *jnouns*) puis décrit le lieu sacré et les rites avant de signaler leur distribution entre les desservants et les sacrifiants. Hassan RACHIK met en évidence les conditions sociales de la contestation tribale avec son corollaire : l'émergence de leaders appelant à la révision des règles de partage du sacrifice. Le sacrifice collectif à l'occasion du *moussef* de Sidi Chamharouch et du début des labours fournit le matériel d'une étude du culte sous l'angle de la division du travail entre les groupes. Dans le dernier chapitre, l'analyse de l'acte de partage de la victime permet d'aborder les questions du statut politique, de l'exclusion, de la promotion et de la déchéance, de la norme et de l'exception et enfin des rapports entre rituel et politique.

Cette enquête anthropologique montre comment les variations d'un rituel comme le sacrifice s'effectuent en relation avec la structure politique des groupes sociaux.

STORA Benjamin. - Aide-mémoire de l'immigration algérienne (1922-1962). Chronologie ; bibliographie. - Paris : CIEMI - L'Harmattan, collection Migrations et changements, n°26, 1992. - 136 p.



"Trouver dans le cours de l'histoire longue, particulièrement coloniale, le pourquoi du cortège de peurs, d'accusations, de fantasmes" qui accompagne le plus souvent le thème de l'immigration algérienne : telle est l'ambition de cet "aide mémoire". Pour cela Benjamin STORA remonte aux débuts de cette immigration, lorsqu'au sortir de la première guerre mondiale la France économiquement et démographiquement affaiblie commence à faire appel, modérément puis massivement, à cette main-d'oeuvre venue d'Outre-mer qui tient lieu de "prolétariat de remplacement". Il suit, jusqu'en 1962, l'évolution de cette population partagée entre le statut de Français et celui d'étranger, et s'interroge sur son intégration au creuset français en même temps que sur sa lutte politique encadrée par un mouvement nationaliste algérien structuré. L'histoire particulière des rapports entre la France et l'Algérie, marquée par la colonisation et la guerre d'indépendance, pèse sur l'intégration et l'assimilation des populations immigrées qu'elle freine, tandis que la France continue à voir comme non-citoyens ces hommes venus d'un territoire considéré comme français. Dès lors, "la prise de conscience du sentiment nationaliste poussera l'Algérien à se vivre toujours comme un émigré, prêt au retour dans un pays libre". Mais Benjamin STORA souligne le paradoxe d'une intégration sociale qui se fait, malgré tout, au sein de la société française.

Après une courte introduction, figure une chronologie détaillée de l'immigration algérienne, principalement du point de vue social et politique, suivie de données statistiques et cartographiques. Enfin une bibliographie fournie signale les ouvrages, articles, et surtout les thèses, mémoires et travaux universitaires effectués, dans les deux pays, sur le thème de l'immigration algérienne en France.